

Voici le montant qui a été ainsi payé par le pays pour rien :

A Ontario.....	\$19,897
“ Québec.....	20,804
“ Nouveau-Brunswick.....	6,164
“ Nouvelle-Écosse.....	4,981
“ Manitoba.....	770
“ Isle du Prince Edouard.....	345
“ Colombie Anglaise.....	74
Total.....	\$52,282

CHEMIN DE FER DU PACIFIQUE.

Un mot à ce sujet :—

En 1871, la Colombie Anglaise entre dans la Confédération à la charge acceptée, *sans condition*, par le Canada, de construire le Chemin de Fer du Pacifique dans dix ans.

En 1872, le Gouvernement Conservateur d'alors, offre 30 millions en argent et 50 millions d'acres de terres pour construire le Chemin, mais en vain. Les capitalistes ne se présentent pas à ces termes.

En 1874, je crois le Gouvernement Libéral offre \$10,000 et 20,000 acres de terres par mille, plus quatre pour cent d'intérêt pendant vingt-cinq ans, sur toute somme d'argent spécifiée au contrat. Le chemin devant avoir 2,629 milles, cette offre représentait en totalité \$26,290,000 en argent et 52,580,000 d'acres de terres, sans parler de la garantie des 4 par 100 d'intérêt. Aucune réponse n'est faite.

En 1878, le Gouvernement Libéral publie des annonces dans les journaux d'Amérique et d'Europe demandant des soumissions pour la construction de tout le chemin de fer, et personne ne répond.

En 1879, alors que le Gouvernement Conservateur venait d'arriver au pouvoir, la Chambre vote, sans division, 100 millions d'acres de terres qui devaient être mis à la disposition de Commissaires nommés en Angleterre et chargés de la construction du Chemin de Fer du Pacifique. Les capitalistes sont aussi sourds à cette offre qu'aux précédentes.

Pendant tout ce temps-là, comme avant, le Gouvernement continuait les travaux, tant bien que mal, comme toute entreprise de cette nature peut être conduite par un gouvernement.

Enfin en 1880, un syndicat donnant toutes les garanties, offre de faire tout le chemin pour \$25,000,000 en espèces et 25,000,000 d'acres de terres et les sections en voie de construction, évaluées à \$28,000,000.

Cette offre a été acceptée par le Parlement à la session de 1881, et depuis un an la construction du Chemin de Fer du Pacifique est poursuivie avec vigueur. Depuis cette époque seulement, le Gouvernement sait ce que ce chemin de fer va lui coûter; il sait en même temps qu'un beau et immense pays a été ouvert à la colonisation du monde entier; il sait que ce nouveau pays, sans importance jusqu'alors, apportera une large part au revenu public; il sait enfin que les millions d'acres de terres qu'il possédait dans ces régions lointaines et inconnues, et dont la valeur dépendait de la construction de ce chemin, seront plus que suffisants pour l'indemniser des sacrifices en argent qu'il s'impose pour faire face à son obligation envers la Colombie Anglaise. A l'heure qu'il est les yeux du Canada, de l'Amérique et de l'Europe sont tournés vers le Manitoba et le Nord-Ouest.

D. GIROUARD.

DORVAL. 24 Mai 1882.